

se voient réduits à chercher un emploi. Ceux-là ne s'y laissent pas prendre, ni leurs familles, dont des membres se mettront probablement au lit ce soir l'estomac creux.

Monsieur l'Orateur, plus nous songeons à ce qui se passe au Canada, plus nous voyons l'étrange tournure du destin du gouvernement. Le premier ministre et ses collègues ont fait en 1968 une vigoureuse campagne en promettant la société juste et la fin des disparités régionales. Il est bizarre, en vérité, qu'après avoir étayé sa campagne sur ces prémisses, le gouvernement ait pris la direction opposée.

L'hon. M. Stanfield: C'est l'égalité dans la pauvreté pour tous!

M. Carter: Il s'est lancé dans la direction opposée. Nous savons tous, sauf les libéraux, qui ne veulent rien admettre de nature à nuire à leur chef ou à leur parti, que l'économie est détraquée. Le gouvernement est entraîné dans une spirale dont il ne peut s'échapper. Devant l'arrogance et la stupidité du ministre des Finances et de son chef, déterminés à créer le chômage pour combattre l'inflation, devant les souffrances et la misère que leurs politiques illogiques et insensées infligent à un grand nombre de Canadiens, je crois que le ministre ferait à la population une grande faveur s'il offrait sa démission.

Des voix: Bravo!

M. Carter: J'irai même plus loin: je propose au gouvernement et au premier ministre de faire de même. S'il leur reste un peu de cœur, s'ils se soucient un tant soit peu de la triste situation des Canadiens, qu'ils démissionnent et cèdent la place à d'autres...

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Pepin: Je me demande à qui?

L'hon. M. Stanfield: C'est ce qu'ils se demandaient en 1957.

M. Carter: ...et les laissent se charger d'une tâche qui de toute évidence les dépasse.

Une voix: Nous vous en faites pas, McBride, vous n'aurez pas l'occasion.

M. Carter: Monsieur l'Orateur, le gouvernement et ses chefs se leurrent. Ils sont malhonnêtes envers eux-mêmes, envers les Canadiens et envers la Chambre des communes.

M. Paproski: C'est honteux.

M. Carter: Je représente une région du Canada reconneue comme économiquement faible, l'une des provinces pauvres du pays. Le chômage atteint chez nous 15.2 p. 100, et je pense qu'on pourrait y ajouter encore 5 p. 100, étant donné la façon dont le gouvernement a cuisiné les chiffres pour dissimuler ses erreurs. Il est impossible de prendre les chiffres du Bureau de la statistique au pied de la lettre; aussi, même si le chômage est censé atteindre 15.2 p. 100 dans ma province, je crois raisonnable de dire qu'il se rapproche vraisemblablement de 20 ou de 22 p. 100.

[M. Carter.]

Triste constatation, si l'on songe que notre pays est censé avoir l'un des niveaux de vie les plus élevés du monde. C'est également une chose pénible à dire d'un gouvernement qui s'enorgueillissait, au cours de sa campagne électorale, de vouloir et de pouvoir réaliser une société juste pour tous les Canadiens et mettre fin aux disparités régionales. Le pis dans tout cela, c'est que ceux qui subissent les contrecoups de ces politiques sont les pauvres, les gens moyens, les travailleurs manuels qui s'apportent un casse-croûte au lieu d'aller manger dans un restaurant de luxe. Oui, ce sont les pêcheurs, les mineurs, les employés d'usines, les agriculteurs et l'homme de la rue qui doivent subir les conséquences de la politique illogique et insensée du gouvernement.

Si le ministre des Finances et ses collègues sont encore capables d'avoir honte ou de se soucier des Canadiens, qu'ils démissionnent et cèdent la place à ceux qui peuvent mener la tâche à bien.

Des voix: Bravo!

• (3.40 p.m.)

M. Arnold Peters (Timiskaming): Monsieur l'Orateur, j'ai pris un grand plaisir à écouter le ministre sans portefeuille responsable des jeunes nous parler de son programme d'été pour étudiants. J'ai lu tout le baratin qu'il nous a lu et, franchement, je n'y comprends rien. Franchement, je ne saurais pas comment demander à bénéficier de ces avantages; je suis censé renseigner les jeunes et je ne saurais pas comment m'y prendre moi-même. Après avoir entendu le ministre nous annoncer la création d'un autre comité interministériel et que l'on va engager du monde pour effectuer des études, que l'on va créer de nouveaux organismes d'État pour nous expliquer comment remplir ces formulaires et ainsi de suite, il me semble que l'on veut ici lancer un programme à long terme et que les jeunes toucheront leur pension de retraite bien avant que nous ayons réussi à résoudre ce problème.

Si le gouvernement est réellement décidé à protéger l'environnement, ne serait-il pas préférable de confier les projets de lutte contre la pollution aux jeunes qui pourraient y collaborer avec les municipalités de tout le pays? Je ne suis pas disposé à définir ces projets. Qu'est-ce à dire de l'épuration de l'Outaouais? Nous pourrions sûrement laisser aux jeunes le soin d'épurer la Rideau et l'Outaouais. Cela leur donnerait quelque chose à faire. Ils pourraient syphonner, extraire ou pelleter les eaux polluées. Au rythme où vont les choses, on pourra bientôt pelleter les eaux de la rivière Rideau.

Il est sûr que nous pourrions aider nos étudiants à travailler en collaboration avec les municipalités pour accomplir des travaux constructifs et utiles. Il n'y a pas longtemps, j'ai demandé au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Greene) qui était responsable de ce domaine et quels travaux avait accomplis un certain comité chargé il y a plusieurs années de disposer de cette question. Il n'était pas sûr de quel comité je parlais, et ne savait pas ce qu'il avait accompli. Je songeais à une entente intervenue entre le Québec et l'Ontario au sujet de l'Outaouais.

Il y a plusieurs années, un groupe de jeunes se sont présentés à mon bureau. L'un d'eux était la fille d'un